

spectra

73



Jeunesse

2 Une stratégie de santé nationale pour les jeunes

Des jalons importants sont posés pendant l'enfance et l'adolescence pour la santé à l'âge adulte. C'est pourquoi les mesures de prévention destinées aux jeunes sont particulièrement profitables. Plus la prévention commence tôt, plus les effets qu'elle peut déployer sont efficaces. Par ailleurs, il s'agit de surmonter les périodes difficiles de l'adolescence, sans mettre en péril la santé et l'intégration sociale. C'est dans cet esprit que l'Office fédéral de la santé publique élabore actuellement une stratégie en vue d'une politique de santé cohérente pour les jeunes.

3 Plus de mouvement dans le quotidien scolaire

Mens sana in corpore sano: l'activité physique est bonne non seulement pour la santé, mais aussi pour l'esprit (meilleure concentration) ou pour l'ambiance à l'école. Pour faire bouger davantage les enfants à l'école, l'Office fédéral du sport a lancé le projet «l'école bouge» qui vise à intégrer, au travers de moyens simples à mettre en œuvre, 20 min. d'activité physique par jour dans les classes de tous les niveaux. Plus de 2400 classes sont déjà inscrites.

12 L'ivresse ponctuelle sur la sellette

Les chiffres ne mentent pas: 2100 cas de décès et 30'000 années de vie perdues à cause de la consommation d'alcool chaque année en Suisse. Le comportement de consommation de certains jeunes est particulièrement effrayant: chaque jour, cinq adolescent-e-s sont admis aux urgences en raison de problèmes liés à l'alcool; l'ivresse ponctuelle est un passe-temps aussi apprécié qu'absurde. La campagne nationale de prévention «Ça débouche sur quoi?», démarrée en 1999, s'adresse une dernière fois aux jeunes: «Regarde toi en face plutôt qu'au fond d'un verre».



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la santé publique OFSP

Cap sur une politique nationale de la santé pour la jeunesse

La santé des jeunes. L'Office fédéral de la santé publique joue un rôle essentiel dans le domaine de la santé des jeunes et accorde à la coordination nationale et au développement d'une stratégie cohérente «Santé Jeunesse» (en cours d'élaboration) une importance capitale.

L'objectif de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) est de promouvoir la santé de toutes les personnes résidant en Suisse. L'OFSP entend encourager la compétence des individus en matière de santé et les inciter à adopter un comportement responsable dans ce domaine. Il souhaite par ailleurs que la promotion et la protection de la santé ainsi que la prévention des maladies et des accidents soient mises en œuvre dans une perspective globale et cohérente, afin que chacun-e puisse bénéficier du meilleur système de santé possible.

Le meilleur âge pour la prévention

Les mesures de prévention prise en faveur des jeunes sont particulièrement efficaces, car les jalons posés pendant l'enfance ou l'adolescence auront un impact sur la santé à l'âge adulte. En effet, les informations scientifiques dont nous disposons nous enseignent que l'importance des facteurs de risques pendant l'enfance et l'adolescence est proportionnelle au risque de tomber malade plus tard entraînant, non seulement une grande souffrance personnelle, mais aussi des coûts économiques élevés. Or, il est désormais avéré que la prévention est d'autant plus efficace qu'elle débute le plus tôt possible. Il est donc essentiel d'accorder un grand poids à la prévention, à la détection et à l'intervention

précoces, à la formation et à la culture en matière de santé, ainsi qu'à la promotion de la santé pendant l'enfance et l'adolescence. L'adolescence est notamment la période de la vie pendant laquelle les risques pour la santé augmentent sensiblement: développement corporel et cognitif, relations et sexualité, développement de l'autonomie et de l'identité, choix en faveur de l'école ou d'un apprentissage – autant de sujets susceptibles de favoriser des stratégies de maîtrise des problèmes (dépression, troubles de l'alimentation, suicide harcèlement moral, agression, délinquance, accidents, abus de substances) entraînant des séquelles pour la santé. En matière de prévention, la jeunesse recèle certes bien des problèmes mais également de nombreuses chances. Les comportements problématiques et à risques des jeunes changent relativement vite et requièrent beaucoup de vigilance et de souplesse de la part de la prévention. Par ailleurs, la jeunesse est une phase de la vie où, d'une manière générale, la personne démontre une bonne disposition à apprendre, condition primordiale pour une prévention et une promotion de la santé efficaces. Il est, dès lors, possible de déduire des objectifs pour une politique de la jeunesse moderne:

- Permettre aux enfants et aux adolescent-e-s de bénéficier du meilleur développement sanitaire possible.
- Surmonter les phases difficiles sans dommage pour la santé et sans mettre en péril l'intégration sociale ou le développement futur.
- Identifier précocement les problèmes de développement et garantir aux enfants, aux adolescent-e-s et à leurs familles une aide appropriée.

Le projet «Santé Jeunesse»

Plusieurs enquêtes internes ont été conduites dans le cadre d'une conceptualisation de la mission «Santé Jeunesse» pour cerner le besoin d'un engagement accru de l'OFSP dans ce domaine. Le besoin d'information ou d'action existe dans les domaines suivants:

- Conception/définition de la stratégie: qu'est-ce que Santé-Jeunesse? Quelle stratégie cohérente l'OFSP poursuit-il dans ce domaine? Comment développer une définition cohérente sur la base d'une vision multifactorielle? Comment mettre en œuvre les exigences du Parlement?
- Coordination/Communication: y a-t-il adéquation entre les projets actuels de l'OFSP? Correspondent-ils à la stratégie? Comment fonctionne la communication au sein de l'OFSP, au sein de la Confédération? Comment l'OFSP est-il perçu de l'extérieur? Comment, d'une manière générale, arrêter une définition cohérente et une vision multifactorielle? Comment renforcer la collaboration des nombreux partenaires?
- Transfert du savoir: comment informer, à l'échelle de la Suisse, les collaborateurs et collaboratrices de l'OFSP, des institutions partenaires et des autres offices? Comment favoriser l'échange de connaissances et le transfert théorie-pratique?
- Documentation: la situation en matière de données est-elle suffisante? Y a-t-il une évaluation des projets? Quels facteurs de risques, éventuellement nouveaux, faut-il saisir? Comment rendre les données accessibles aux personnes intéressées? Comment harmoniser les enquêtes de la Confédération?

- Innovation: où y a-t-il encore matière à agir dans le domaine «Santé Jeunesse»? Où peut/doit-on encore lancer de nouveaux projets?

Les résultats de l'analyse interne sont évalués par plusieurs expert-e-s externes (groupe d'expert-e-s «Santé Jeunesse», groupe de travail Jeunesse de l'OFSP, autres offices fédéraux, associations, commissions, ONG, jeunes) et, le cas échéant, seront complétés pour développer des priorités d'actions concrètes pour l'OFSP. Les résultats de l'analyse sont attendus au printemps 2009. L'élaboration des mesures concrètes débitera au deuxième semestre 2009. Mais dès à présent, d'autres questions apparaissent, venant s'ajouter à celles déjà posées ci-dessus:

- Quelle est l'importance des enfants d'âge préscolaire pour la politique en matière de santé de la jeunesse?
- Comment parvenir à l'égalité des chances en matière de santé, compte tenu de la formation, du statut économique, de l'origine et des structures fédérales?
- Comment renforcer la formation en matière de santé des parents?
- Comment parvenir à toucher les personnes par le biais de programmes, mais également par le secteur sanitaire?

En attendant les résultats de l'analyse, tous les projets de l'OFSP dans le domaine de la santé de la jeunesse (voir pages suivantes) sont poursuivis.

Contact: Sandra Wüthrich, direction du projet «Santé Jeunesse»,
sandra.wuethrich@bag.admin.ch

Anticipation et circonspection dans les plans d'études

Education au développement durable. Face à la mondialisation, il est de plus en plus important de sensibiliser aux interrelations complexes de notre mode de vie afin d'adopter un comportement responsable et viable. Dans le cadre de la Décennie de l'ONU «Education au développement durable», la Suisse a décidé de promouvoir cette compétence au travers d'un plan de mesures encourageant un enseignement transdisciplinaire.

L'objectif de la Décennie de l'ONU Education au développement durable (EDD) lancée en 2004 est de transmettre à la société, par le biais de l'éducation, des valeurs et des comportements favorisant le développement durable. Dans les écoles suisses, l'enseignement porte aujourd'hui déjà sur des sujets liés à l'EDD, au travers de thèmes tels que l'environnement, la santé, les rapports Nord-Sud ou les droits humains. L'idée de l'EDD est de resserrer encore les

liens entre ces aspects et de renforcer leur orientation sur le développement durable – dans le sens de la justice sociale, de la durabilité écologique et du rendement économique. Pour y parvenir, on thématise les liens qui existent entre action locale et développement mondial ainsi que les répercussions de nos actions présentes sur les générations futures. Exemple: manger du poisson est bon pour la santé. Toutefois, la provenance lointaine du poisson et son transport ou la surexploitation des mers créent des atteintes à l'environnement. Comme la production et la consommation de poisson, diverses questions peuvent être abordées à l'école et traitées de manière interdisciplinaire, dans l'esprit de l'EDD.

Pas de surplus de travail pour les enseignant-e-s

Dans le cadre de la Décennie EDD de l'ONU, la Conférence de coordination EDD suisse a adopté un plan de mesures. Cette Conférence de coordination EDD réunit des représentant-e-s de divers of-

fices fédéraux (santé publique OFSP, environnement OFEV, développement territorial ARE, formation professionnelle et technologie OFFT), de la Direction du développement et de la coopération (DDC), du Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche (SER) ainsi que de la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP). Son objectif est de mettre en place une politique cohérente d'intégration de l'EDD dans le système d'éducation suisse. Le plan de mesures tend à atteindre cet objectif au travers de trois mesures principales: 1. soutenir l'intégration de l'EDD dans les plans d'études qu'il est prévu de réaliser à l'échelon des régions linguistiques, 2. soutenir l'intégration de l'EDD dans la formation initiale et la formation continue des enseignant-e-s et 3. soutenir le développement de la qualité des écoles. Ces mesures ne doivent en aucun cas entraîner un surplus de travail pour les enseignant-e-s, au contraire: la création de liens thématiques et de synergies dans le sens de l'EDD devrait permettre

d'alléger la formation et le quotidien du personnel enseignant.

Moment idéal pour la mise en œuvre

Compte tenu du mouvement de réforme initié dans le cadre du concordat Har-moS et des plans d'études prévus à l'échelon des régions linguistiques, le moment est particulièrement propice à la mise en œuvre du plan de mesures. L'intégration de l'EDD dans ces plans d'études a été confiée à la direction du projet d'élaboration d'un plan d'études alémanique. Pour plus de détails sur l'état d'avancement des travaux, voir sous www.lehrplan.ch (en allemand).

Autres liens sous: www.edk.ch >
Domaines d'activités > Autres thèmes et projets

Contact: Dagmar Costantini, responsable du programme éducation + santé Réseau Suisse, dagmar.costantini@bag.admin.ch



En première ligne

Dans leur majorité, les jeunes se portent bien, en Suisse. Ils fument moins, consomment moins de drogues illégales que dans les années 1980 et 1990, et on constate un recul du taux de suicide depuis 1980. Les progrès de la vaccination et la qualité des soins de premier recours leur assurent un développement plus sain qu'il y a encore quelques décennies. Ils sont engagés, créatifs, ont soif d'entreprendre et sont bien intégrés. Pourtant, 10 à 20% d'entre eux affichent des comportements à risque susceptibles de conduire à des problèmes de santé et des difficultés d'insertion. Ce groupe mérite donc que nous investissions des moyens adéquats pour lui venir en aide. A la Confédération, aux cantons, aux communes, aux ONG et à l'école de trouver le bon équilibre

- entre poser des limites et laisser faire;
- entre diriger et accorder l'autoresponsabilité;
- entre stigmatiser et idéaliser;
- entre protéger et encourager la jeunesse.

S'il veut pratiquer une politique santé jeunesse cohérente, l'OFSP devra lui aussi se confronter à des thèmes essentiels: promotion des compétences en matière de santé, renforcement des ressources personnelles et s'appuyer sur des données avérées pour des projets de prévention plutôt que réagir aux questions dont certains médias font leurs gros titres.

Le mot «jeunesse» s'applique aussi bien à notre propre passé, personnel, qu'à notre avenir influencé par les nouvelles générations. Si nous souhaitons que les projets que nous planifions ne manquent pas leur cible, la politique sanitaire doit impérativement être portée par une meilleure compréhension et une meilleure intelligence entre les générations. Kurt Tucholsky disait en 1931 que les différentes classes d'âge de la population se considéraient mutuellement comme des espèces différentes: les anciens ont souvent oublié qu'ils ont été jeunes, ou alors ils oublient qu'ils sont vieux, et les jeunes ne comprendront jamais qu'ils peuvent vieillir. Gardons à l'esprit cette vision critique de la société, et nous aurons fait un premier pas en direction d'une bonne politique santé jeunesse. C'est dans ce sens que je vous invite à lire dans cette nouvelle édition de spectra quelles sont les activités actuelles de l'Office fédéral de la santé publique en matière de santé de la jeunesse.



Roy Salveter
Chef de la division Programmes nationaux de prévention
Office fédéral de la santé publique

Des idées à profusion pour faire bouger les enfants à l'école

Plus de mouvement au quotidien. Les bienfaits du sport, parmi lesquels une meilleure performance intellectuelle, sont indéniables. C'est justement pourquoi le mouvement doit faire partie intégrante du quotidien scolaire. Le programme de promotion de l'activité physique «l'école bouge» permet de mettre en œuvre le moment journalier d'activité physique sans gros investissement de temps.

Plusieurs études attestent l'influence favorable de l'activité physique sur les performances de concentration des élèves ainsi que sur le climat scolaire. La solution est donc d'apporter davantage de mouvement dans le quotidien à l'école. L'action «l'école bouge» de l'Office fédéral du sport (OFSP) s'entend comme un service aux enseignant-e-s de tous les niveaux et met gratuitement à disposition de chaque classe inscrite du matériel didactique facile à mettre en œuvre. En contrepartie, les classes s'engagent à pratiquer au moins 20 minutes d'exercice physique par jour. L'activité physique peut être pratiquée sur le

chemin de l'école, dans la salle de classe, pendant les récréations ou même comme tâches motrices à exécuter sous forme de devoirs à la maison. Pour l'année scolaire en cours, plus de 2'400 classes se sont déjà inscrites, et chaque jour de nouvelles classes viennent rejoindre les premières.

Pratique, gratuit, modulable et positif

«l'école bouge» est un moyen simple et efficace d'intégrer davantage de mouvement dans les salles de classe. Les enseignant-e-s reçoivent un kit de fiches leur proposant des idées de mouvements qui ne nécessitent pas de préparation particulière. Chaque classe choisit elle-même la manière dont elle veut bouger quotidiennement parmi les cinq modules d'activité physique et le module supplémentaire proposés.

Tous les élèves des classes inscrites reçoivent gratuitement le matériel nécessaire. L'enseignant-e fixe librement le début et la fin du programme pour sa classe. Seule contrainte: la durée minimale de participation est d'un trimestre. Les réactions des enseignant-e-s montrent que les séquences quotidiennes de

mouvement améliorent le climat de la classe, et que les exercices proposés, facilement réalisables, procurent du plaisir aux enfants.

«l'école bouge»: comment ça marche

Les enseignant-e-s inscrivent leurs classes pour un module au moins. Les classes reçoivent ensuite par courrier une brochure «l'école bouge», les kits de fiches commandés et le matériel pratique. Au terme de leur parcours, les classes peuvent évaluer «l'école bouge». Toutes les classes qui remplissent le formulaire prennent part au tirage au sort annuel pour participer à la Journée sportive de Macolin. En outre, 30 écoles participant à «l'école bouge» recevront la visite, pendant l'année scolaire, d'une marraïne ou d'un parrain de l'action – tous grands noms du sport helvétique.

Inscription et autres informations sous www.schulebewegt.ch

Contact: Valérie Bourdin,
Section Nutrition et activité physique,
valerie.bourdin@bag.admin.ch



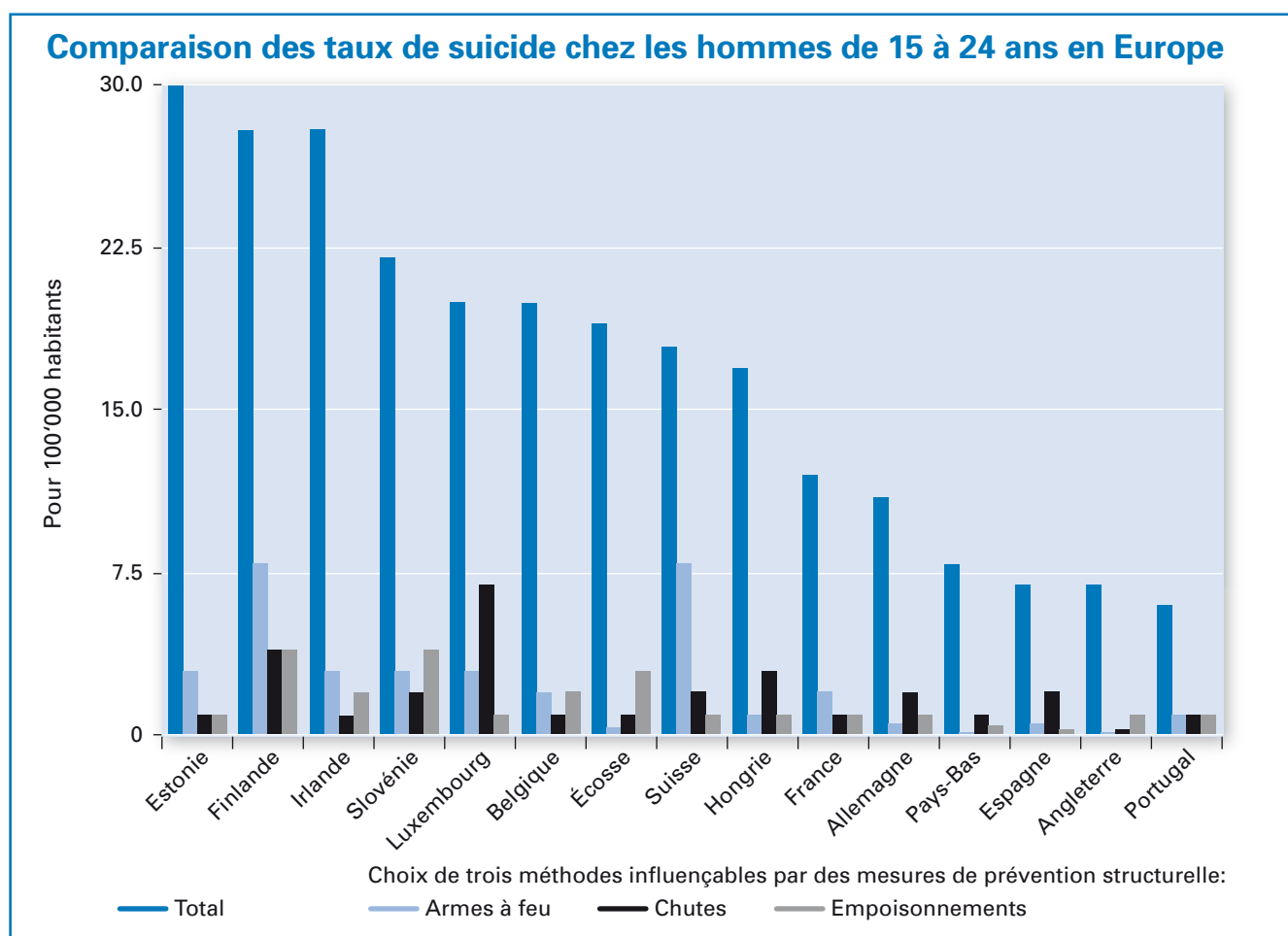
Jeune et désespéré-e?

Jeunesse et suicide. En Europe le suicide est la deuxième cause de décès chez les jeunes de 15 à 24 ans, après les accidents. Le suicide représente environ un quart de toutes les causes de décès chez les jeunes personnes. Une prévention efficace contre le suicide des jeunes requiert une analyse exacte des raisons et des méthodes de suicide dans une perspective sexospécifique.

Une enquête parue récemment a analysé les suicides des 15-24 ans en Europe pendant les années 2000 à 2005. Sur les 14'738 victimes, 11'704 étaient des hommes et 3034 des femmes. La méthode la plus fréquente de passage à l'acte, pour les hommes comme pour les femmes, était la pendaison. Les hommes utilisent cette méthode 5 fois plus souvent que les femmes. Chez les hommes, la deuxième méthode de suicide est le saut dans le vide, suivie de l'arme à feu. Chez les femmes, on trouve d'abord le recours aux médicaments ou aux drogues, puis le saut dans le vide.

Le suicide – un problème masculin?

Ce que montre l'analyse européenne peut être observé dans la plupart des pays au monde: quel que soit leur âge, les hommes meurent plus souvent par suicide que les femmes. Des données en provenance de plus de 90 pays indiquent un taux de 10/100'000 chez les jeunes hommes et de 4/100'000 chez les jeunes femmes. A première vue cette différence peut s'expliquer par les différentes méthodes utilisées: les hommes recourent à des méthodes plus radicales que les femmes. Le suicide est-il pour autant un problème masculin? Un examen plus détaillé des choses et notamment de la suicidalité révèle que les deux sexes sont touchés à part égale, mais d'une autre façon. Les hommes parviennent plus souvent à leurs fins car ils choisissent une méthode plus dure. Les intentions momentanées de suicide, les tentatives de suicide et les actes d'auto-agression, avec ou sans intention mortelle, sont beaucoup plus fréquentes chez les adolescentes de 15 à 20 ans que chez les adolescents du même âge. Des études réalisées aux Etats-Unis ont également montré que le comportement suicidaire des femmes et des hommes est jugé différemment. Les hommes ayant commis une tentative de suicide étaient moins respectés par leurs pairs que ceux qui avaient «réussi» leur suicide. Les normes socioculturelles en matière de genre peuvent avoir ainsi un rôle incitatif, y compris en cas de comportement autodestructeur. Un suicide accompli est considéré comme «acte rationnel» attribué plutôt aux hommes, et la tentative de suicide, «acte émotionnel», est plutôt attribuée aux femmes. Les stéréotypes sexospécifiques sont ainsi reproduits. C'est pourquoi, sans doute, le chômage représente un risque de suicide plus grand chez les



Source: Värnik et. al. (2008). Gender issues in suicide rates, trends and methods among youths aged 15-24 in 15 european countries.

hommes que chez les femmes. Pour les hommes, l'activité professionnelle et le statut social y relatif sont des facteurs essentiels de leur identité masculine que le chômage mettra fortement à mal. Pour les femmes, certains facteurs de risques psychosociaux tels que la violence sexuelle et/ou domestique auxquels elles sont plus fréquemment exposées que les hommes, peuvent être décisifs pour une tentative de suicide ou un suicide. Quant à la puberté, elle représente en général une phase de vie instable et vulnérable. Les écarts dans le temps du développement sexuel «normal» sont associés à des tendances suicidaires pour les deux sexes. L'homosexualité, en particulier chez les jeunes hommes, est en étroite relation avec la suicidalité dans l'adolescence.

Forte influence du genre sur le recours à l'aide et la méthode de suicide

Il existe dans tous les groupes d'âge, des différences socioculturelles entre les sexes dans la disposition à demander de l'aide et à l'accepter. Les femmes recherchent plus souvent une aide médicale et disent recevoir plus de soutien émotionnel. De leur côté, les hommes réagissent au stress selon le schéma du «fight or flight», associé à un risque accru d'agression sur autrui ou sur soi-même. C'est pourquoi on ne perçoit pas toujours le tragique des problèmes chez les garçons et/ou on n'identifie pas ou ne traite pas les dépressions. Cette dureté masculine avec soi-même se reflète dans le choix des méthodes de suicide. Avec un taux de 7/100'000, le suicide

par armes à feu est la méthode de suicide la plus fréquente parmi les hommes en Suisse. En la matière, notre pays détient le triste rôle de leader en Europe et affiche un taux aussi élevé que celui des Etats-Unis. Quelque 44% des victimes masculines âgées de 15 à 24 ans en Suisse ont mis fin à leurs jours en utilisant une arme à feu. Il est démontré que ce taux élevé est en lien direct avec l'accessibilité aux armes, ou avec la conservation au domicile privé de l'arme de service des membres de l'armée.

Transversalité d'une bonne prévention

Le suicide est un problème de santé que l'on ne peut plus négliger. La prise de conscience est en progrès en Suisse. Toutefois, les mesures prises par l'Etat pour réduire durablement le nombre de suicides sont encore politiquement dispersées. C'est ainsi que l'Office fédéral des routes a soutenu la recherche sur les sauts dans le vide, et que l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) a collaboré au Rapport sur les armes d'ordonnance du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS). Compte tenu à la fois des besoins militaires et de la protection de la santé, l'OFSP se prononce en faveur d'une forte réduction de la conservation au domicile privé d'armes d'ordonnance en état de fonctionnement dans un souci de prévention de la violence et du suicide. L'OFSP a pu démontrer qu'il serait ainsi possible d'éviter au moins 100 cas de décès prématurés. L'OFSP est conscient qu'une telle mesure représente un chan-

gement social important. Au niveau politique, diverses initiatives parlementaires contiennent des propositions de nouvelle réglementation. Le rapport du DDPS est un premier pas dans la bonne direction; aux spécialistes de la prévention de faire les suivants, chacun-e dans son domaine d'activité.

Contact: Regula Rička, Division Projets multisectoriels, regula.ricka@bag.admin.ch
Verena Hanselmann, projet genre et santé, verena.hanselmann@bag.admin.ch

Autres informations sur la question: Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports DDPS: Rapport final du groupe de travail sur les armes d'ordonnance. 2008. (disponible gratuitement sous <http://www.vbs.admin.ch/internet/vbs/fr/home/documentation/bases.parsys.0014.downloadList.69159.DownloadFile.tmp/schlussberichtf191108.pdf>) Rapport d'approfondissement Genre et Santé 2008. (disponible gratuitement sous www.bag.admin.ch) Möller-Leimkühler, Anne Maria: Geschlechtsspezifische Unterschiede bei Depression und Suizidalität. In: J Neurologie, Neurochirurgie, Psychiatrie 2008; 9 (3), 40-45. Värnik, A., et al., Gender issues in suicide rates, trends and methods among youths aged 15-24 in 15 European countries, Journal of Affective Disorders (2008), doi:10.1016/j.jad.2008.06.004

La prévention précoce: est-elle efficace?

Congrès «Pour un bon développement». S'il ne faut pas attendre de miracle de la part de programmes isolés, les mesures prises en matière de politique sociale et d'enseignement sont essentielles pour lutter contre les suites négatives de l'inégalité sociale. Telle est la conclusion du congrès sur des nouvelles approches en prévention auprès des enfants et des adolescent-e-s.

Le 30 octobre 2008, un congrès organisé par infodrog sous le titre «Pour un bon développement!» s'est tenu au Kultur-Casino de Berne, offrant l'occasion de présenter les résultats scientifiques des programmes d'intervention actuellement conduits par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) et de la recherche connexe. Souvent précieuses, parfois désarmantes, les informations livrées par les différentes études sur l'efficacité de projets de prévention précoces n'ont laissé personne indifférent. Malgré des offres de prévention bien dotées, il est apparu que le Programme national supra-f sur la prévention des dépendances auprès de jeunes en situation de risques, tout comme le programme zurichois z-proso affichaient une efficacité relativement modeste au regard du comportement problématique des jeunes. Pour Manuel Eisner, responsable de z-proso, si la direction suivie par ce genre de programmes isolés est bonne, il ne faut toutefois pas en attendre de miracles. A Zurich toujours, le programme Triple P (Positiv Parenting Program) destiné aux parents, n'a atteint, après trois ans, aucun effet positif auprès des jeunes, quand il n'induisait pas parfois même un effet contraire. Par ailleurs, comme c'est le cas de bien des programmes destinés aux parents, celui-ci n'a pas non plus su toucher les parents issus de la migration aussi bien que les parents suisses. En revanche, le Programme d'encouragement des stratégies de réflexion alternatives (PFAD) a permis, lui, d'atteindre certaines modifications positives dans le comportement agressif des jeunes.

Glossaire en ligne sur la prévention et la santé de la jeunesse

Un nouveau glossaire (en allemand) disponible en ligne fournit de nombreuses informations autour de la prévention et de la détection précoce de consommation de drogues et d'autres comportements à risque chez les jeunes. La plupart des mots-clés sont mis en lien avec des sources scientifiques, des sites Internet et des organisations professionnelles. Développé dans le cadre du programme de recherche et d'intervention supra-f, le glossaire est axé sur une prévention «evidence based». De nombreux mots-clés renvoient aux expériences et informations tirées dudit programme. Le glossaire se trouve sous www.infodrog.ch, Rubrik «Aktuell»



Des projets de prévention du cannabis prometteurs

Les projets conduits dans le domaine du cannabis semblent remporter davantage de succès. «Realize it!», le programme d'intervention brève (5 séances individuelles et 1 séance de groupe) a été expérimenté auprès de 14 centres de consultation en dépendances en Allemagne du Sud et en Suisse. Les résultats positifs ont conduit le ministère fédéral de la santé en Allemagne à encourager l'application du programme à l'échelle du pays entier. En octobre 2008, 147 centres de conseil avaient déjà intégré «Realize it!» dans leur offre. La thérapie familiale multidimensionnelle (MDFT) suit une autre approche. MDFT est une thérapie brève (4 à 6 mois) largement répandue aux Etats-Unis, conçue sur une base systémique pour les jeunes dépendants au cannabis. Très intensive, la thérapie requiert un engagement élevé de la part des client-e-s, des parents et des thérapeutes. Elle fait actuellement l'objet d'une expérimentation à la Fondation Phénix à Genève et d'une évaluation par l'Institut de recherche sur la

santé publique et les addictions de Zurich. 30 jeunes et leurs parents sont répartis de manière aléatoire entre la MDFT et une méthode de traitement usuel. Les premiers résultats sur une éventuelle différence d'efficacité entre les deux groupes sont attendus fin 2009.

Les premières impressions sur le projet de soutien précoce bernois «primano» sont attendues avec impatience. Ce projet pilote est conduit dans quatre quartiers socialement moins favorisés de la Ville de Berne, requérant a priori un besoin accru en soutien précoce. Axé sur les enfants en âge préscolaire, l'initiative vise à soutenir leurs parents ou les adultes assumant ce rôle éducatif. Les offres de soutien ont lieu à la maison, mais aussi dans les crèches et dans les groupes de jeu, ainsi que dans le quartier. Inspiré du programme hollandais Opstapje, «primano» fait l'objet d'une évaluation scientifique par l'Institut de psychologie de l'Université de Berne (la prochaine édition de spectra reviendra plus en détail sur cette initiative).

Modèle suédois: priorité à l'âge préscolaire

Dans son exposé d'introduction, Sven Bremberg, expert suédois en santé publique, a démontré l'importance essentielle des liens entre la situation socio-économique et la santé ou la maladie, ainsi que les problèmes de comportement pendant l'enfance et l'adolescence. Cet état de fait a conduit la politique sanitaire suédoise à prioriser la santé des enfants et des jeunes de sorte que plus de 90% de tous les enfants vont à la crèche ou au jardin d'enfants. Le financement, assuré par des fonds publics, permet à toutes les familles d'accéder à ces offres. Mais l'utilité de ces investissements est tangible: les enfants disposent de meilleures compétences sociales et cognitives, ont moins de problèmes de comportement, sont plus performants à l'école et, surtout, tirent profit à long terme de ces acquis une fois parvenus à l'âge adulte, en matière de santé et de performance professionnelle. Bremberg voit un grand potentiel également dans les programmes d'éducation structurés destinés aux parents. De 4% en 2004, la part des «parents d'un premier enfant» qui ont suivi un programme de ce type en Suède est passée à 11% en 2007.

Par rapport à la Suède, la Suisse est très en retard en matière d'encouragement et de prévention précoces. Pour Thomas Zeltner, directeur de l'OFSP, l'importance du premier âge et de la période préscolaire pour la vie et la santé futures est largement sous-estimée par la société. A la différence de ce qui se passe en Suède, les incitations de l'Etat sont chez nous plutôt mal-aimées, comme en témoignent les débats critiques sur la scolarisation précoce.

Contact: Bernhard Meili, Infodrog, b.meili@infodrog.ch

Publications sur le sujet

- 10 ans de supra-f: Connaissances et conclusions pour l'intervention précoce (55 pages, disponible gratuitement en allemand et en français)
- «Realize-it»: Evaluation d'une intervention brève en cas de dépendance au cannabis (47 pages, CHF 10.-, en allemand)
- Prévention précoce de la violence et de l'agressivité: résultats d'un projet d'intervention dans les écoles zurichoises. Manuel Eisner et al. (262 pages, prix spécial auprès d'infodrog: CHF 40.-, en allemand)

Commandes sous www.infodrog.ch, Rubrique «Produits». Toutes les présentations PowerPoint du Congrès «Pour un bon développement!» sont disponibles sous www.infodrog.lebenschancen.ch.

«Pris dans un mouvement encouragé par une société très axée sur l'exploit, ils ont toujours repousser leurs limites.»

Entretien. Quels sont les principaux problèmes de santé des jeunes? Quelles sont leurs préoccupations? Une experte, un expert, un étudiant et un lycéen tentent de répondre à ces questions. Après avoir remis à leur vraie place les clichés récurrents à propos du tabac et de l'alcool, l'entretien, conduit sous forme de discussion ouverte, a porté sur des préoccupations fondamentales des jeunes: l'absence de perspective et la pression à la performance, notamment, qui peuvent être sources de sérieux problèmes de santé.

spectra: Selon les médias, les jeunes boivent et fument trop. Qu'en pensent les intéressés?

David Guerra: Oui, les jeunes aiment se retrouver pour boire en groupe. Boire, c'est aussi passer un bon moment, mais il ne faut pas mettre tout le monde dans le même panier. Si les médias se focalisent tant sur les jeunes qui boivent c'est parce que ceux qui ne boivent pas ne leur donnent pas matière à écrire! En soirée, celui qui ne boit pas s'ennuiera et se sentira vite exclu lorsque, alcool aidant, les autres seront largement désinhibés. Néanmoins, les jeunes démontrent une certaine tolérance lorsque l'un des leurs ne consomme pas d'alcool.

spectra: La consommation d'alcool est-elle systématiquement liée à celle de tabac?

David Guerra: Pas forcément. Beaucoup de jeunes ne fument pas. D'autres ne fument qu'en soirée. Les jeunes perçoivent davantage la nocivité du tabac que celle de l'alcool. On consomme de l'alcool pour s'amuser, en revanche, on fume lorsque l'on se sent mal, que l'on est stressé.

Nicolas Chachereau: En Allemagne, il est interdit de fumer dans les lieux publics et les choses se passent plutôt bien, comme en Italie et en France d'ailleurs; on s'habitue et on apprécie très vite un environnement sans fumée. Le retour en Suisse est donc assez douloureux (vivement l'interdiction généralisée du tabac en Suisse!).

spectra: Professeur Michaud, l'alcool et le tabac représentent-ils de graves problèmes chez les jeunes?

Pierre-André Michaud: Surtout pour les journalistes, oui. Personnellement, je suis agacé par cette manie qu'a la presse de donner une image triste de la jeunesse. Lisez les articles consacrés aux jeunes: vous en trouverez 1 positif sur 5. Un peu de lucidité et de sérieux: les jeunes ne sont pas les seuls à boire; les accidents de la route imputables à l'alcool ne sont pas tous, et de loin, dus aux jeunes. Il n'y a pas davantage de fumeurs et fumeuses chez les jeunes que chez les moins jeunes. S'il y a malaise ou mal être parmi les jeunes, quelle que soit la

manière dont ils le traduisent, le plus important est de s'interroger sur le pourquoi.

La société, les adultes, leur posent des attentes énormes (changer leur comportement, vivre plus sainement, boire moins, réussir leurs études, etc.), et tendent à oublier les conditions de vie des jeunes. Or, les professionnels qui s'intéressent véritablement à eux savent depuis longtemps que c'est là le véritable problème.

Pourquoi est-il impossible de s'amuser sans consommer? Parce que la société nous y pousse. Nous vivons une époque dans laquelle la recherche de sensations (fortes si possible, vive l'adrénaline) prime sur la recherche de sens. En fait, le véritable problème qui influe sur la santé des jeunes n'est sans doute pas la consommation, mais l'incertitude qui les attend. Sans avenir, sans repère, sans cursus scolaire «normal», comment s'en sortir?

Le résultat d'une étude menée il y a

«La société, les adultes, leur posent des attentes énormes (changer leur comportement, vivre plus sainement, boire moins, réussir leurs études, etc.), et tendent à oublier les conditions de vie des jeunes.»

Pierre-André Michaud

quelques années avec l'OFSP sur l'impact d'une rupture de l'apprentissage sur la santé était sans appel: plus l'absence de perspective durait, plus la santé se détériorait; c'est sans doute une chose connue, ce n'est pas une raison pour la taire.

Pas plus qu'il ne faut occulter la difficulté de réintégration après une rupture d'apprentissage, d'autant plus grande que les parents sont économiquement défavorisés et sans relation pour faire jouer le piston nécessaire. Les jeunes ne sont donc pas égaux devant la santé.

L'étude avait fourni un autre résultat inattendu et intrigant. Les jeunes qui parvenaient le mieux à se réinsérer étaient ceux qui pensaient qu'on attendait quelque chose d'eux, c'est-à-dire qu'il ne s'agissait pas de leur motivation personnelle, mais de la reconnaissance du fait qu'ils avaient une place dans la société.

Autrement dit, si les professionnels de la santé peuvent certainement aider les jeunes, le monde et la société jouent également un rôle majeur. Gardons-nous donc de faire l'amalgame et d'assimiler les problèmes des jeunes à une question de consommation et élargissons le débat.

D'ailleurs, il n'y a pas de portrait type des jeunes. Cette part de la société connaît une énorme diversité de tempéraments, de situations de vie, ainsi

qu'une catégorie très vulnérable: les «cabossé-e-s» de la vie, celles et ceux dont les conditions de départ font qu'il leur est plus difficile pour eux d'être en bonne santé.

En d'autres termes, il existe des «déter-

«Si les médias se focalisent tant sur les jeunes qui boivent c'est parce que ceux qui ne boivent pas ne leur donnent pas matière à écrire!»

David Guerra

minants» de la santé que les spécialistes ont parfaitement identifiés, alors que les politiques et autres continuent à se précipiter sur les problèmes de consommation.

Pour revenir aux différences entre Allemagne et Suisse en matière de tabac, il nous faut, en Suisse, des mesures législatives plus efficaces, capables d'intervenir sur l'environnement de vie. C'est ce qu'on appelle la prévention structurelle. Comment demander aux jeunes de conduire lentement en faisant de la publicité pour des véhicules ultra rapides, fournisseurs de sensations fortes? Pure hypocrisie...

spectra: Venons-en aux jeunes filles qui trouvent refuge dans votre foyer, Mme Lopériol: Quels sont leurs plus graves problèmes?

Evelyne Lopériol: Mon point de vue rejoint celui du Professeur Michaud. Ces-sons de nous focaliser sur les problèmes d'alcool et de tabac. Ce fut certainement le cas il y a une bonne quinzaine d'années, époque à laquelle les jeunes en souffrance consommaient toutes sortes de produits, mais aujourd'hui ce n'est plus du tout le cas. Oui, j'ai des adolescentes qui consomment de l'alcool, mais ce n'est pas le principal souci, c'est leur manière à elles de masquer d'autres difficultés plus importantes. Dans le passé, on parvenait à trouver un patron et à réinsérer les jeunes en difficulté. Aujourd'hui, les conditions de vie ont changé, c'est un gros problème. Les adolescentes du foyer d'accueil ont parfois eu un parcours scolaire normal puis ont brusquement fait une grosse casse

«C'est plutôt le regard des adultes qui est lourd, en nous mettant tous dans le même panier. Un amalgame que nous n'aimons pas.»

David Guerra

dont elles auront bien de la peine à sortir. Elles ont souvent séjourné en unité psychiatrique et le travail est long, ensuite, pour reprendre confiance en soi. Les rechutes sont fréquentes (tentative de suicide, scarifications etc.) souvent



David Guerra

dues à l'échec, aux portes qui se ferment devant elles. Comment peuvent-elles s'en sortir, d'autant que, ayant atteint 18 ans elles ne peuvent rester au foyer, et sont menacées de se voir exclues du système, privées de toutes chances de réinsertion. Leur malaise se traduit fréquemment par ce que j'appelle une «bologie» importante, expression de leur souffrance psychique. D'autres jeunes filles ont eu des parcours de vie douloureux: absence de famille, de repères, maltraitance, échecs scolaires et professionnels à répétition. Elles souffrent d'un manque de confiance en elles («on ne va pas me prendre», «je ne suis pas assez bonne»). Notre travail consiste surtout à détecter le pourquoi de ces consommations et comment travailler sur l'estime de soi.

spectra: Quels mots peut-on donc mettre sur ces maux? Dépression, anorexie, boulimie, allergies?

Evelyne Lopériol: Troubles de la personnalité pour certaines, abandonnisme, fragilité psychique pour d'autres. En attaquant leur corps, elles expriment leur souffrance

Pierre-André Michaud: Maux de dos ou problèmes de sommeil aussi. D'autres actings peuvent signifier un état dépressif, car les jeunes verbalisent rarement leur mal être en tant que tel.

Pris dans un mouvement encouragé par une société très axée sur l'exploit, sur l'exceptionnel, sur l'aller plus loin, ils doivent eux aussi repousser leurs limites.

Nicolas Chachereau: Discerner les problèmes de santé mentale requiert une certaine maturité. A 16 ou 17 ans, on a

oit et sur l'extraordinaire, les jeunes doivent eux aussi



Pierre-André Michaud



Nicolas Chachereau



Evelyne Lopériol

autre chose en tête. Personnellement, je n'ai compris que tout récemment que certains jeunes autour de moi avaient souffert de troubles schizophréniques, de troubles de l'alimentation, ou de deuils très douloureux.

spectra: Peut-on chiffrer la part de jeunes atteints dans leur santé mentale?

Pierre-André Michaud: Tout dépend de la limite posée. L'étude Smash conduite par l'OFSP il y a quelques années et qui, victime des coupes sombres dans les budgets ne sera hélas pas reconduite, avait révélé certains indicateurs permettant de suivre l'évolution des jeunes. A l'époque, l'étude avait évalué à environ 30 à 40% les filles qui disaient passer par des états dépressifs. A mon sens,

L'augmentation des problèmes de santé mentale est générale et concerne tous les jeunes, pas seulement les Suisses. Mais il existe un autre enjeu dont on parle (trop) peu: le handicap et les maladies chroniques. Imaginez, à la lumière de ce que nous avons dit, la difficulté que peuvent rencontrer ces jeunes pour s'insérer dans une société hyper compétitive. Il y a urgence pour eux. Celles et ceux qui souffrent d'un handicap ou de maladies chroniques, qui sont tributaires de prises de médicaments sur le long terme, représentent un enjeu majeur pour la société et les politiques, car les assurances ne deviennent pas plus généreuses avec le temps.

spectra: David Guerra, avez-vous côtoyé des jeunes souffrant de handicap ou de maladie chronique à l'école?

David Guerra: Oui, j'en ai connu un au niveau obligatoire. Le comportement des camarades ne lui facilitait pas vraiment la vie. Pour lui comme pour les autres, la pression à la performance, au toujours mieux, à la compétition était omniprésente. On demande à tout le monde d'être au-dessus de la norme, d'être exceptionnel, c'est la concurrence qui amène la souffrance.

spectra: Ces questions sont-elles abordées à la session des jeunes? Vous avez dit que les sujets étaient déterminés à l'avance.

Nicolas Chachereau: Oui, par le comité d'organisation, composé lui aussi de jeunes. Donc, à priori, ce sont des questions qui nous intéressent. Cette année par exemple, un des thèmes était l'alco-

ol et sa médiatisation. Les jeunes ont présenté trois propositions, dont la troisième porte sur une demande de prévention plus «trash». Il faut choquer.

Pierre-André Michaud: Les scientifiques

«La session des jeunes n'est pas un véritable parlement. Il n'en demeure pas moins important que des jeunes de toute la Suisse se rencontrent pour parler de problèmes politiques au sens large.»

Nicolas Chachereau

savent que ce n'est pas la solution et que la peur n'est pas un bon moteur de prévention. Cette question a fait l'objet de multiples débats, car les anglo-saxons font des choses très trash mais dont l'effet est contreproductif. Pour revenir sur mon passage à la session des jeunes il y a 3 ou 4 ans, j'avais été frappé par l'absence de tout-e politicien-ne, hormis le Président de la Confédération. Pardonnez-moi donc de considérer cette session comme un exercice purement alibi.

Nicolas Chachereau: La session des jeunes n'est pas un véritable parlement et ne peut pas l'être puisque les jeunes ne sont pas démocratiquement élus. Il n'en demeure pas moins important que des jeunes de toute la Suisse se rencontrent pour parler de problèmes politiques au sens large (chose de la cité). Il appartient ensuite au Forum de la session de suivre le sort des pétitions et de faire du

lobbying.

Pierre-André Michaud: Oui, si je conserve un très bon souvenir de mon passage «chez vous», il n'en demeure pas moins une question cruciale: quelle place accorde-t-on aux jeunes dans cette société? La santé des jeunes, c'est aussi leur avenir, leur capacité à s'insérer dans quelque chose qui a un sens. Quelle possibilité leur donne-t-on, dans notre société démocratique, consensuelle, de s'impliquer pour leur avenir, et pas seulement une fois par an en session. Ce n'est sans doute pas très facile pour notre jeunesse de vivre dans une société de vieux, car en Suisse, la population est âgée! Posez la question aux jeunes: Avez-vous votre place dans cette société, avez-vous des lieux où vous pouvez vous exprimer, êtes-vous entendus? Je pense que cela fait également partie de la santé au sens large.

«Pratiquer la tolérance, lutter contre cette tendance toxique qui consiste à considérer les jeunes «différents» comme des pestiférés.»

Evelyne Lopériol

David Guerra: Oui, il est difficile de répondre car il n'y a pas vraiment de dialogue.

Pierre-André Michaud: Par exemple, dans votre gymnase, quels sont les rouages qui vous permettent d'agir? Et sont-ils efficaces?

Suite à la page 8

«On consomme de l'alcool pour s'amuser, en revanche, on fume lorsque l'on se sent mal, que l'on est stressé.»

David Guerra

il y a environ 5% de jeunes en souffrance profonde et prolongée, et une frange importante qui passe par des périodes difficiles, mais avec possibilité de récupération. Il ne faut donc pas noircir le tableau à l'excès. La majorité des jeunes suisses vont bien. 95% d'entre eux s'estiment en bonne santé, même s'ils concèdent quelques préoccupations. En revanche, comme le disait Nicolas, en fin d'adolescence on prend conscience de sa propre vulnérabilité et de la vulnérabilité des autres.

David Guerra: Les délégué-e-s de classe sont régulièrement en contact avec les enseignant-e-s. Mais cela ne fonctionne pas toujours. Par ailleurs, nous n'avons pas non plus d'exigences particulières. Notre principal souci est de terminer le gymnase. Donc, nous posons des questions d'ordre domestique, ou logistique (demandes de micro-ondes, etc.), pas des questions existentielles.

spectra: Que demandez-vous à la société, aux politiques, aux adultes?

David Guerra: Difficile de vous donner une réponse spontanée. D'une manière générale, nous avons de la chance en Suisse, nous avons des centres d'aide, des foyers et toute une structure à notre disposition. Si l'on parvient à faire le premier pas, on est suivi et on peut s'en sortir. Quant aux médias, n'exagérons

«Comment demander aux jeunes de conduire lentement en faisant de la publicité pour des véhicules ultra rapides, fournisseurs de sensations fortes? Pure hypocrisie...»

Pierre-André Michaud

pas leur impact sur les jeunes. C'est plutôt le regard des adultes qui est lourd, en nous mettant tous dans le même panier. Un amalgame que nous n'aimons pas.

Nicolas Chachereau: Je crois que bien des jeunes ont une perspective plus vaste, qui concerne la société toute entière. C'est donc une question sociale globale.

Pierre-André Michaud: Il est vrai qu'en termes de structure réparatrice, on est plutôt bien loti en Suisse: foyers, éducatrices et éducateurs, médecins, centres, etc., ce qui nous permet de répondre aux problèmes lorsqu'ils apparaissent. Mais les moyens investis dans la prévention, en amont, sont trop faibles. L'actuel projet de loi sur la prévention voudrait remédier à ce problème et doter la prévention de fonds plus importants, quitte à rogner ailleurs. Toutefois nous devons, tenir compte du système fédéraliste. Quelle est la tâche des cantons, en fonction de leurs moyens, que doit faire l'Etat?

Nicolas Chachereau: Investir dans la prévention? Comment? A travers une publicité qui frise parfois le ridicule et qui n'a certainement pas l'effet proportionnel aux moyens investis?

Pierre-André Michaud: Prenons les accidents de la route, problème majeur et cause principale de décès à l'adolescence et réduisons leur nombre par des mesures environnementales: pistes cyclables, aménagement de trajets pour aller à l'école, etc., voilà la prévention, celle qui, aujourd'hui, est considérée comme prévention efficace.

Nicolas Chachereau: Oui, pistes cyclables,



Pierre-André Michaud et Nicolas Chachereau

bles, transports publics, etc., autant de déterminants de la santé qui entrent aussi dans le cadre de problèmes plus larges, comme le changement climatique. Donc, puisqu'il n'y a pas de baguette magique, il faut lutter politiquement,

«Il faut lutter politiquement, s'engager sur le long terme, aussi bien pour la santé que pour des aspects plus globaux.»

Nicolas Chachereau

s'engager sur le long terme, aussi bien pour la santé que pour des aspects plus globaux.

Pierre-André Michaud: Ce sont exactement les nouvelles orientations données actuellement à la santé publique: avoir une vision transversale. Une bonne prévention ne se limite pas au domaine de la santé. C'est pour cela que je parle d'améliorer les conditions de vie des jeunes. Certes, je ne peux pas changer le climat, mais les spécialistes peuvent sensibiliser leurs homologues d'autres domaines aux questions de fond (tribunaux, industriels, etc.).

Prenons un exemple essentiel, celui de l'obésité qui est un problème absolument majeur. Il faut se préparer à un déluge de nouveaux cas d'obésité et de diabète à moyen terme (10-15 ans). Or, on ne lutte pas contre ce fléau en prescrivant des régimes mais en obligeant les industries à limiter les corps gras dans les produits, en interdisant aux grandes surfaces de tenter les bambins

de 5 ans en mettant à leur hauteur toutes sortes de sucreries qui ne peuvent que les attirer. Il y a des mesures faciles à prendre, certains pays le font, la Suisse ne le fait pas, pour ménager les susceptibilités. Pourtant, la prévention, c'est intervenir sur le terrain, et pas seulement en collant des affiches.

Nicolas Chachereau: Oui, il ne s'agit pas seulement d'affiches et de problèmes de santé, et ce que je veux personnellement, en tant que jeune, ce que je demande à la société, aux politiques et aux adultes, c'est donc: Arrêtez de suivre les lobbys et les industries, arrêtez d'aider d'autres gens à gagner toujours plus d'argent sur le dos de notre santé, sur le dos du climat, sur le dos des pauvres gens.

Evelyne Lopériol: Je voudrais apporter dans notre débat la notion de tolérance, notamment vis-à-vis de la souffrance psychique des adolescent-e-s. Or, les milieux spécialisés sont eux-mêmes loin d'être un modèle en la matière en pratiquant un rejet intolérable des jeunes en difficultés psychiques. J'ai beaucoup

«Prenons un exemple essentiel, celui de l'obésité. On ne lutte pas contre ce fléau en prescrivant des régimes.»

Pierre-André Michaud

travaillé au niveau de mon foyer pour que les adolescentes et les éducatrices et éducateurs acceptent ces jeunes qui souffrent. C'est un travail très intense. Pratiquer la tolérance, lutter contre cet-

te tendance toxique qui consiste à considérer les jeunes «différents» comme des pestiférés. Lors d'un congrès à Paris, on nous a présenté des centres pour adolescent-e-s dans le nord de la France (région économiquement défavorisée) et en Belgique (Liège), qui conduisent des expériences d'intégration et de tolérance envers des gens en graves difficultés avec peu de moyens. Nous devrions nous en inspirer.

Les protagonistes:

David Guerra, 16 ans, en contact avec le professeur Michaud depuis quelques temps, lycéen à Morges.

Nicolas Chachereau, 22 ans, contacté par le biais de la session des jeunes (Parlement) à laquelle il a participé trois fois. Il a intégré cette année le comité d'organisation. Etudiant à l'Université de Lausanne en lettres, sciences politiques, allemand et histoire, il est actuellement en séjour à Göttingen (Allemagne) dans le cadre du programme Erasmus.

Evelyne Lopériol, 55 ans, directrice du foyer d'accueil UCF, (Unions chrétiennes féminines) pour adolescents. Elle s'occupe d'adolescent-e-s depuis 36 ans.

Professeur Pierre-André Michaud, 59 ans, médecin, responsable de l'UMSA, grande expérience des activités de recherche en santé publique. Connaît le travail de la session des jeunes à laquelle il a déjà participé. A collaboré au rapport national sur la santé de l'OBSAN en tant que responsable du chapitre sur la santé des jeunes.

«cool and clean» – pour un sport sain et loyal

Prévention au sein du sport pour les jeunes. «cool and clean», synonyme d'une pratique saine et loyale du sport, est le plus important programme de prévention lancé dans le sport suisse. Les groupes cibles sont les jeunes âgés de 10 à 20 ans ainsi que leurs moniteurs et monitrices, dans toutes les disciplines sportives. L'écho est très positif: à ce jour, quelque 14'000 moniteurs et monitrices et plus de 100'000 jeunes adhèrent à l'idée d'être «cool» et de rester «clean».

Le sport est un vecteur particulièrement efficace pour ancrer efficacement et durablement des mesures préventives auprès des jeunes. Des valeurs telles que le respect et le fair-play sont transmises de manière ludique, sans distinction d'âge ou de sexe, pendant l'entraînement et les compétitions. Etant donné le rôle socialisant important exercé par les pairs, «cool and clean» cible les groupes bien plus que les individus. Les moniteurs et monitrices peuvent s'inscrire, ainsi que leur équipe, sous www.coolandclean.ch. Une fois inscrits, la personne responsable et les jeunes s'engagent à respecter les cinq conventions d'objectifs, ou «commitments» (voir encadré). Après l'inscription, les moniteurs et monitrices reçoivent du matériel didactique, un argumentaire et des



instructions pour inciter, motiver et encourager les jeunes à échanger leurs expériences au travers du jeu. L'objectif principal est, pour les adultes, de favoriser les mécanismes de protection chez les jeunes, de déceler à temps les comportements à risque et de réagir de manière adéquate.

Pour des installations et des manifestations sportives propres
«cool and clean» mise non seulement sur la prévention des comportements, mais aussi sur la prévention structurelle et s'engage donc en faveur de l'application et du respect de l'interdiction de fumer et de la protection des jeunes contre l'alcoolisme lors des manifestations et

au sein des installations sportives (stades, gymnases, clubs, etc.). Le grand concours national «Un sport sans fumée» s'engage en faveur de la protection contre le tabagisme passif.

«cool and clean»: exploite les structures du sport organisé

Conçu à l'origine pour les jeunes talents, «cool and clean» s'est élargi, en 2006, au sport des jeunes en général. Parrainé par l'Office fédéral du sport (OFSP), l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) et Swiss Olympic Association, le programme est financé par le Fonds de prévention du tabagisme. «cool and clean» collabore étroitement avec Jeunesse + Sport (J+S) et assure la mise en

réseau de groupes d'intérêts tels que des clubs, des associations, des offices cantonaux du sport et des services de prévention.

Evaluation et recommandation

Le programme a été évalué en 2007. Quatre études et une expertise conduite par cinq spécialistes de réputation internationale ont porté sur «cool and clean». Le résultat est sans appel: «cool and clean» apporte une contribution importante au sport suisse et doit être inscrit dans une perspective à long terme.

5 engagements

La participation à «cool and clean» entraîne le respect des cinq engagements suivants:

1. Je veux atteindre mes objectifs!
(Sport des jeunes) / Je veux accéder à l'élite! (Sport de performance)
2. Je me comporte avec fair-play!
3. Je réussis sans dopage!
4. Je renonce au tabac et au cannabis et, si je bois de l'alcool, je le fais toujours de manière responsable!
5. Je...! / Nous ...! (Formulation d'un engagement personnel)

Contact

Rita Bürgi, responsable du projet «cool and clean», Swiss Olympic Association, Ittigen, tél. 031 359 72 27, coolandclean@swissolympic.ch, www.coolandclean.ch

Les jeunes intègrent bien les messages de prévention du sida

Prévention du sida et autres infections sexuellement transmissibles (IST)¹. En Suisse, les jeunes ont une assez bonne connaissance des risques et des comportements à adopter en matière de VIH/sida. Dans les écoles, vecteurs de diffusion des informations de prévention, il faut encore améliorer l'enseignement de l'éducation sexuelle.

Le Programme national VIH/sida (PNVS 04-10) considère les jeunes comme un groupe cible de la prévention contre le VIH et les infections sexuellement transmissibles (IST). S'il est vrai que les jeunes ne sont pas particulièrement menacés, le défi, pour la prévention, consiste à ne pas relâcher les efforts pour atteindre sans faille toutes les nouvelles «générations» afin de maintenir le niveau de protection élevée de la population générale atteint depuis des années déjà. Il est donc primordial de prendre des mesures de prévention appropriées dans les établissements scolaires, car c'est pendant la période de scolarisation obligatoire et post-obligatoire qu'il est possible d'atteindre le plus de jeunes. La Confédération évalue régulièrement l'efficacité des mesures de prévention de deux manières: d'une part, au tra-

vers des chiffres trimestriels des infections et, d'autre part, par le biais d'études du comportement (sain ou à risque) de la population générale à partir de 17 ans ainsi qu'au travers de programmes de recherche supranationaux intégrant les adolescent-e-s.

Vie sexuelle à 17 ans déjà

De plus en plus de jeunes ont une vie sexuelle active à 17 ans déjà, ainsi qu'en témoignent les mesures existant en Suisse depuis le début des années 70. En 2007, 66% des garçons de 17 ans et 55% des filles du même âge indiquaient avoir une vie sexuelle. Il est donc essentiel de maintenir les efforts de prévention.

Utilisation systématique du préservatif

Les résultats en matière de comportement sain révélés par la dernière enquête conduite auprès des jeunes de 17 à 20 ans sont les suivants. Le nombre de partenaires occasionnel-s ou fixes est resté stable à un niveau bas dans cette classe d'âge au cours des dix dernières années: 27% ont indiqué avoir eu un nouveau /une nouvelle partenaire fixe au cours de l'année précédente, 18% des contacts sexuels avec un-e ou plusieurs partenaires occasionnel-le-s au cours des six mois précédents. Durant cette période (1997-2007), l'utilisation du préservatif est passée de

74 à 80% avec les nouveaux partenaires fixes; elle est demeurée stable à un niveau élevé (87%) avec les partenaires occasionnel-le-s.

Quelle voie pour les écoles

En Suisse, deux modèles différents dominent actuellement la prévention du VIH/IST en milieu scolaire: en Suisse romande, les enseignant-e-s confient majoritairement l'éducation sexuelle à des équipes de spécialistes externes. En Suisse alémanique, l'éducation sexuelle est le plus souvent dispensée par les enseignant-e-s eux-mêmes. La Confédération a chargé la Haute Ecole Pédagogique de Suisse centrale à Lucerne (PHZ) d'améliorer la formation des enseignant-e-s en matière d'éducation sexuelle pour permettre aux jeunes enseignant-e-s de satisfaire aux exigences du programme en la matière. Les spécialistes de la prévention VIH et IST et de l'éducation sexuelle étudient actuellement une troisième voie, une solution qui exploiterait de manière optimale les avantages des deux modèles mentionnés: un bon système de formation de base et de perfectionnement des enseignant-e-s en matière d'éducation sexuelle comme discipline obligatoire, avec pour objectif d'aborder, à tous les degrés de formation, dans toute la Suisse, de manière régulière et adaptée à l'âge des enfants, la question de l'éducation

sexuelle et de permettre de recourir à des spécialistes externes en cas de difficultés ou de défis particuliers.

Une éducation sexuelle satisfaisante

En 2007, 97% des 17-20 ans indiquaient avoir abordé la question de l'éducation sexuelle à l'école (2000: 87%). Leur satisfaction sur ce point n'a pas vraiment varié au cours des sept dernières années: plus des trois quarts des jeunes interrogés ont répondu avoir reçu suffisamment d'informations sur le VIH, les IST et l'éducation sexuelle à l'école; un cinquième n'était pas satisfait de l'information dispensée. Les résultats n'ont pas révélé de différences significatives entre les régions linguistiques, Suisse alémanique, Suisse romande et Tessin.

Conclusion

Malgré un bon niveau, le système d'information aux jeunes en matière de VIH/IST et d'éducation sexuelle peut être encore amélioré en Suisse. Les jeunes ayant une vie sexuelle active se protègent actuellement mieux que les adultes, ce qui permet de qualifier leur comportement d'exemplaire. (Source des résultats socio-épidémiologiques: IUSPM 2009)

Contact: Martin Werner, Section Sida, martin.werner@bag.admin.ch

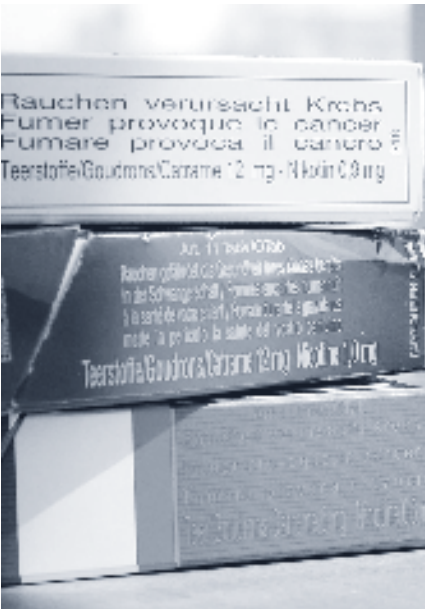
¹ STI: Sexually Transmitted Infections

Expérience non-fumeur, neuvième édition

Prévention du tabagisme à l'école.
Le concours national «Expérience non-fumeur» est entré, en automne 2008, dans sa neuvième année d'existence. L'objectif est de motiver les classes, de la 6e à la 9e année scolaire, à ne pas fumer et à mieux connaître les avantages d'une vie sans tabac. Selon une étude, Expérience non-fumeur améliore l'information et la sensibilisation.

Les classes qui participent au concours s'engagent à rester sans fumer pendant six mois. La cigarette est interdite, mais aussi la consommation de tabac sous toutes ses formes (shisha, tabac à priser, etc.). Le projet offre l'opportunité unique de maintenir, à peu de frais, l'actualité de la question du tabac dans de nombreuses écoles. Expérience non-fumeur a été organisée pour la première fois pendant l'année scolaire 2000/01. Chaque année, 2500 à 4000 classes de toute la Suisse s'inscrivent au concours, soit environ 20% de tous les élèves de la 6e à la 9e année scolaire.

Mieux informé, moins fumeur?
Holger Schmid, chef de l'Institut Santé-Social de la Haute école Suisse Nord-Ouest, a analysé, pour l'année scolaire 2006/07, l'impact d'Expérience non-fumeur sur les élèves des 7e et 8e classes. Son étude a montré que les adolescent-



e-s participant au concours sont mieux informés sur les dangers du tabac que celles et ceux qui ne participent pas. Parallèlement, il a pu démontrer une critique fréquemment exprimée selon laquelle Expérience non-fumeur et la pression de groupe qu'elle entraîne sur les fumeurs, pourrait avoir une influence négative sur le climat de la classe. Concernant le comportement de fumeur, Schmid n'a pas noté de différences significatives entre le groupe d'intervention et le groupe témoin. Une fois le concours terminé, le nombre de fu-

meurs était le même dans les deux groupes. Toutefois, des enquêtes conduites sur le même projet dans d'autres pays européens ont relevé des différences significatives à court terme.

Un voyage pour récompenser les gagnants
Expérience non-fumeur a lieu pour la neuvième fois cette année. Mi novembre 2008, 3223 classes s'étaient inscrites pour l'année scolaire 2008/09. Au début du mois de mai 2009, 100 bons de voyage seront tirés au sort pour récompenser les classes qui ont rempli les conditions du concours. Une classe entière qui s'engage collectivement à ne pas fumer entre dans la catégorie A et peut gagner des bons d'une valeur de CHF 500.-. Les classes qui tolèrent quelques fumeurs et fumeuses (max. 10%) entrent dans la catégorie B et peuvent gagner des bons d'une valeur de CHF 250.-.

ser les classes qui ont rempli les conditions du concours. Une classe entière qui s'engage collectivement à ne pas fumer entre dans la catégorie A et peut gagner des bons d'une valeur de CHF 500.-. Les classes qui tolèrent quelques fumeurs et fumeuses (max. 10%) entrent dans la catégorie B et peuvent gagner des bons d'une valeur de CHF 250.-.

Un concours européen
Expérience non-fumeur s'inscrit dans le projet européen «Smokefree Class Competition» («Ecole sans fumée») auquel 19 pays participent cette année. En 2007/08 la Suisse, avec ses 3629 classes participantes, occupait la deuxième place derrière l'Allemagne, et la troisième place en terme d'élèves (66'000) derrière l'Allemagne et les Pays-Bas. En Suisse, le concours est organisé par l'Association suisse pour la prévention du tabagisme en collaboration avec les centres cantonaux de prévention du tabagisme et des dépendances et les ligues cantonales pulmonaires et contre le cancer. Depuis 2004, son financement est assuré par le Fonds de prévention du tabagisme.

Contact: Karin Erb, directrice du projet auprès de l'Association suisse pour la prévention du tabagisme, karin.erb@at-schweiz.ch

Contact

Section, Service	Téléphone	Section, Service	Téléphone
Section Alcool et Tabac	031 323 87 86	Section Egalité des chances et santé	031 323 87 93
Section Bases scientifiques et juridiques	031 323 87 93	Section Nutrition et activité physique	031 323 87 79
Section Campagnes	031 323 87 79	Section Sida	031 323 88 11
Section Drogues	031 323 87 13	Documentation Sida	031 323 26 64

spectra online: www.spectra.bag.admin.ch

Impressum

spectra No 73, Mars 2009
«spectra – Prévention et promotion de la santé» est un bulletin d'information de l'Office fédéral de la santé publique qui paraît six fois par an en français, en allemand et en anglais. Il publie également des opinions qui ne coïncident pas avec la position officielle de l'office.

Editeur: Office fédéral de la santé publique
3003 Berne, Tél. 031 323 54 59,
Fax 031 324 90 33, www.bag.admin.ch
Réalisation: Pressebüro Christoph Hoigné,
Allmendstr. 24, 3014 Berne
hoigne@datacomm.ch
Responsable de la commission de rédaction: Adrian Kammer,
adrian.kammer@bag.admin.ch
Textes: Collaborateurs de l'OFSP,
Christoph Hoigné et d'autres auteurs

Traduction: Marie-Françoise Dörig-Moiroud
Photos: OFSP, Christoph Hoigné, istockphoto.com
Graphisme: Lebrecht typ-o-grafik, 3006 Berne
Impression: Bütiger AG, 4562 Biberist
Tirage: 6400 ex. allemands, 3400 ex. français, 1050 ex. anglais

Il est possible de commander des numéros séparés et des abonnements gratuits à:
GEWA, Alpenstrasse 58
Case postale, 3052 Zollikofen
Téléphone 031 919 13 13, Fax 031 919 13 14
service@gewa.ch

Le prochain numéro paraîtra en Mai 2009

Efficacité positive de la prévention du tabagisme auprès des jeunes

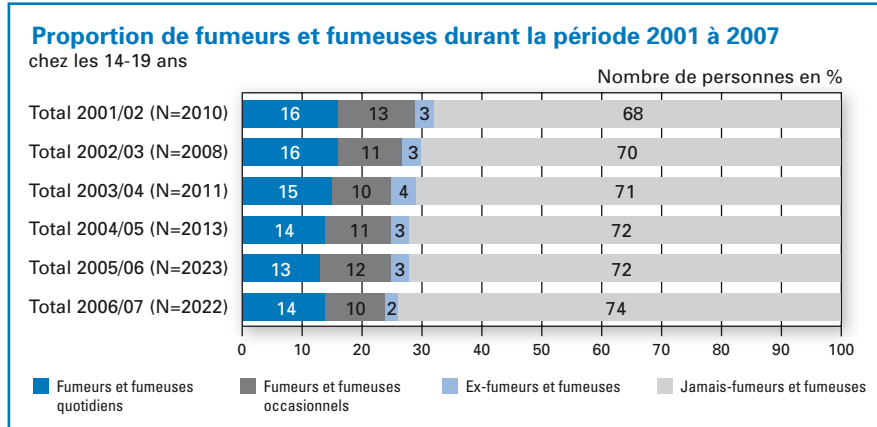
Monitoring sur le tabac 2001–2008.

Le monitoring sur le tabac recense la consommation de tabac chez les personnes de 14 à 65 ans domiciliées en Suisse et informe sur différents aspects liés à cette question. Le présent article donne un aperçu des résultats de la dernière enquête sur l'évolution du comportement tabagique des jeunes de 14 à 19 ans.

La proportion de fumeurs et fumeuses dans la population des 14 à 19 ans en Suisse est passée de 29% durant la période 2001/02 à 24% durant la période 2006/07. Ce recul peut être observé dans les trois régions linguistiques. Le nombre de fumeurs et fumeuses auprès des jeunes hommes et des jeunes femmes semble s'équilibrer. Durant la période 2006/07, 25% des hommes et 23% des femmes fumaient. La proportion de fumeurs et fumeuses augmente rapidement avec l'âge. Alors que 8% des 14–15 ans fumaient durant la période 2006/07 (en léger recul), ils étaient 26% chez les 16–17 ans et 37% chez les 18–19 ans (proportion plus ou moins stable dans ces deux classes d'âge depuis quelques années). 44% des jeunes fumeurs et fumeuses ne pensent pas arrêter. La moitié pense qu'il lui serait difficile d'arrêter.

Forte influence de la famille et des ami-e-s

L'existence d'un lien étroit entre son propre comportement et le comportement de la famille et des ami-e-s en matière de consommation de tabac est confirmée,



comme cela l'a déjà été pour les périodes 2001/02 et 2004/05. La proportion de jeunes qui fument quotidiennement est près de trois fois plus élevée si les deux parents fument (26%) que si aucun parent ne fume (10%). On observe également un lien étroit avec la consommation de tabac des frères et sœurs. La proportion de jeunes qui fument quotidiennement est trois fois plus élevée si un frère ou une sœur fume (9% si aucun frère ou sœur fume, 27% si un frère ou une sœur fume).

Les fumeurs et fumeuses ont souvent des ami-e-s qui fument aussi. 83% des fumeurs et fumeuses quotidiens estiment qu'au moins la moitié de leurs ami-e-s fument. Les personnes qui n'ont jamais fumé ne sont que 28% à estimer avoir la même proportion de fumeurs et fumeuses parmi leurs ami-e-s. Pourtant, la proportion de fumeurs et fumeuses parmi les ami-e-s semble avoir légèrement diminué: alors que durant la période 2001/02, 26% indiquaient avoir des non-fumeurs et fu-

meuses ou des fumeurs et fumeuses occasionnel-le-s parmi leurs ami-e-s, ils étaient 39% durant la période 2006/07.

La difficulté d'arrêter de fumer telle qu'elle est perçue dépend notamment de la capacité à refuser les cigarettes offertes, de la manière de fumer (inhalation ou non de la fumée) et du nombre d'ami-e-s qui fument: lorsque ceux-ci sont nombreux, la difficulté d'arrêter est jugée beaucoup plus grande que lorsque les fumeurs et fumeuses sont peu nombreux dans le cercle d'ami-e-s. Tous groupes d'âges confondus, les jeunes continuent à surestimer la part des fumeurs et fumeuses parmi la population du même âge: durant la période 2007/08, 24% de tous les jeunes disaient fumer. Or, les jeunes estimaient à plus de 49% la proportion de fumeurs et fumeuses dans leur classe d'âge.

Image moins favorable pour les fumeurs et fumeuses

Les non-fumeurs et fumeuses ont une

meilleure image que les fumeurs et fumeuses: les caractéristiques positives sont plutôt attribuées aux non-fumeurs et fumeuses, alors que les qualificatifs négatifs s'appliquent davantage aux fumeurs et fumeuses. Les trois principales raisons de fumer avancées par les jeunes sont: «fumer est devenu une habitude» (67%), «je suis souvent en proie au stress et fumer me calme» (72%) et «j'apprécie le goût du tabac» (64%). Les principales raisons qui incitent à ne pas fumer, selon les non-fumeurs et fumeuses, sont: «fumer est malsain» (93%), «parce que je ne veux pas devenir dépendant» (84%) et «parce que cela donne une odeur corporelle désagréable» (80%). Un peu plus de 74% renoncent à fumer «parce que ça coûte cher».

Prévention sur le bon chemin

Les résultats de cette enquête révèlent une évolution positive de la prévalence. Une autre évolution dont le mérite revient à la prévention est la perception que les jeunes ont face au comportement des fumeurs et fumeuses et au fait de fumer. Toutefois, l'environnement détermine toujours aussi fortement la décision du jeune de fumer ou non.

Autres informations

Le résumé et le rapport complet sont disponibles sur www.tabakmonitoring.ch.

Contact à l'OFSP: Anne Lévy, responsable de la Section Alcool et tabac, anne.levy@bag.admin.ch

Se procurer des cigarettes reste un jeu d'enfant pour les mineur-e-s

La protection de la jeunesse à l'épreuve. Depuis 2006, de nombreux cantons interdisent la vente des produits du tabac aux moins de 18 ans. Mais une étude conduite avec des client-e-s mystères parvient à un résultat alarmant: seule une infime minorité des points de vente respecte la loi.

En Suisse, les cigarettes font partie des biens de consommation les plus facilement accessibles. Il existe quelque 30'000 points de vente, dont 18'000 sous forme de distributeurs automatiques, et une grande partie accessible 24h sur 24. Alors que la vente d'alcool aux jeunes de moins de 16 ou 18 ans vaut pour l'ensemble de la Suisse, les cigarettes sont en vente libre – y compris aux enfants et aux adolescent-e-s. Ces dernières années, certains cantons ont réagi et renforcé la protection de la jeunesse. Au début de 2006, les autorités cantonales vaudoises ont mis en place une mesure législative interdisant la vente de produits du tabac aux mineur-e-s. Pour vérifier l'application de cette disposition, l'Institut suisse de prévention de l'alcoolisme et autres toxicomanies (ISPA) a mené une enquête reposant sur la technique du «client mystère».

Jusqu'à 90% de «réussite»

Huit adolescent-e-s de moins de 18 ans ont effectué des achats-tests en 2007 auprès de 396 points de vente de tabac dans le canton de Vaud. 340, soit 86% des points de vente testés, ont accepté de leur vendre des cigarettes, enfreignant ainsi les dispositions législatives. Le personnel de vente n'a demandé une pièce d'identité aux jeunes que dans 17,9% des cas (71 achats-tests).

Étonnamment, 19 achats-tests avec demande de pièce d'identité se sont soldés par une acceptation de vendre malgré tout les cigarettes aux mineur-e-s. Les plus jeunes clients mystères (14 et 15 ans) ont vu leurs demandes acceptées dans quatre cas sur cinq, pour les plus âgés (17 ans), le taux d'acceptation de vente a même atteint 90%. En refusant la vente dans 40% des cas, les grandes enseignes obtiennent des résultats sensiblement meilleurs que les autres points de vente (magasins d'alimentation, stations-service et kiosques).

Un personnel de vente frileux

Pour compléter son enquête, l'ISPA a conduit avec le personnel de vente de différents magasins des entretiens qui ont révélé les difficultés auxquelles ces

personnes sont confrontées dans la mise en application de la loi. Ainsi, le personnel connaît la loi et les risques de sanction, mais n'ose pas, bien souvent, demander une pièce d'identité par crainte de mal estimer l'âge des jeunes acheteurs et acheteuses. Par ailleurs, les réactions d'incivilité, voire d'agressivité, des client-e-s renforcent le sentiment de crainte face à ce genre de situations.

La protection de la jeunesse: pas seulement des belles paroles

Les achats-tests dans le canton de Vaud montrent que la loi est encore insuffisamment appliquée. Des actions conduites dans d'autres cantons parviennent à des résultats similaires. Le canton Bâle-Campagne a constaté, à travers des achats-tests effectués début 2008, que l'interdiction de vente de tabac n'est pas respectée dans la moitié des cas – alors que les points de vente avaient été préalablement avertis de possibles achats-tests. Pour que la protection de la jeunesse n'en reste pas au stade des belles paroles, il faut renforcer le soutien au personnel de vente, par exemple par des formations, par des affiches informatives sur les points de vente et par des mesures de sensibilisation de la population

en générale. Toutefois, une application systématique de la loi n'empêchera pas les jeunes d'envoyer leurs camarades plus âgé-e-s acheter des cigarettes pour eux. Afin de pallier cette lacune de la loi, le canton de Berne a fait œuvre de pionnier et a introduit, au 1^{er} juillet 2007, la punissabilité de la remise gratuite de produits du tabac à des jeunes de moins de 18 ans. Seules les personnes responsables de l'éducation des jeunes ne sont pas soumises à cette disposition. L'expérience montrera si cette disposition supplémentaire de protection de la jeunesse parvient à éloigner davantage les adolescent-e-s du tabac.

L'étude: Hervé Kuendig, Angélick Schweizer, Gerhard Gmel (2008): Interdiction de vente de produits du tabac aux mineurs dans le canton de Vaud – évaluation de l'application de la loi relative aux commerces de détail par la technique du client «mystère». Lausanne: SFA-ISPA

Contact
Michel Graf, directeur de l'Institut suisse de prévention de l'alcoolisme et autres toxicomanies, Lausanne, www.sfa-ispa.ch, tél. 021 321 29 11

«Ça débouche sur quoi?» – Sortie réussie pour la campagne contre l'alcoolisme

«Ça débouche sur quoi? Regarde toi en face plutôt qu'au fond d'un verre.» Fidèle à sa devise depuis 1999, la campagne «Ça débouche sur quoi?» a lancé ses derniers nouveaux sujets en décembre 2008. Une fois encore, elle cible les jeunes en attirant leur attention sur les conséquences négatives de la consommation excessive d'alcool.

Chaque jour en Suisse, cinq adolescent-e-s sont admis aux urgences en raison de problèmes liés à l'alcool (la plupart du temps pour des intoxications alcooliques). Or l'adolescence est précisément la période de la vie pendant laquelle l'alcool – et en particulier l'ivresse pon-

ctuelle si répandue – peuvent avoir des conséquences graves sur la santé. L'alcool accroît la disposition à la violence, est responsable d'un grand nombre d'accidents et réduit la qualité de vie de l'ensemble de la population. Chaque année, on attribue 2100 décès et la perte de 30'000 années de vie à la consommation d'alcool.

Pas de campagne en 2009

Au mois de juin 2008, le Conseil fédéral a adopté le Programme national alcool 2008–2012 (PNA) dont l'objectif est de sensibiliser la population à une consommation d'alcool responsable et à moindre risque. Le programme, qui repose sur une nouvelle vision, «Celles et ceux

qui boivent de l'alcool le font de façon à ne nuire ni à eux-mêmes ni aux autres», maintient une attention particulière au problème de la consommation d'alcool chez les adolescent-e-s et les jeunes adultes.

L'Office fédéral de la santé publique a élaboré, en collaboration avec d'autres offices fédéraux et des acteurs importants de la politique suisse en matière d'alcool, le plan de mise en œuvre du PNA, et a décidé de renoncer à mener une campagne nationale de prévention de l'alcoolisme en 2009.

Nouveaux sujets en décembre 2008

La dernière étape de la célèbre campa-

gne «Ça débouche sur quoi?» a été lancée en décembre 2008. En adéquation avec le concept existant, trois nouveaux sujets présentés couvrent les thèmes centraux du PNA: la jeunesse, la violence et les accidents sous influence de l'alcool. Trois messages clé, «Toi, tu m'ramènes pas!», «Tranquille, mec!» ou «Toi, j'te coupe le son!», viennent illustrer les conséquences négatives de la consommation d'alcool. Les informations passeront par différents canaux, affiches, annonces et Internet. Pour 2008, la campagne a été soutenue par les portails www.tilllate.com et www.lautundspitz.ch et touche ainsi les milieux festifs. Ce dernier lancement de nouveaux sujets en décembre marque la fin de la campagne «Ça débouche sur quoi?» qui a connu un bon succès de 1999 à 2008.

Contact: Adrian Kammer,
responsable de la Section Campagnes
adrian.kammer@bag.admin.ch
Sonja Meierhans,
Section Campagnes,
sonja.meierhans@bag.admin.ch



«éducation + santé»: un outil pour les acteurs et actrices scolaires

Des écoles en santé. Le programme éducation+santé réseau Suisse (é + s) rassemble les activités de prévention et de promotion de la santé centrées sur le « setting école » de l'OFSP. Lancé en 2002, il est le résultat d'un long processus de collaboration avec la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique, qui a engendré des projets réussis.

é + s fonctionne en réseau, constitué de partenaires (associations, hautes écoles spécialisées et pédagogiques, fondations, autres offices fédéraux) en charge de thèmes et de tâches spécifiques, choisis pour la qualité des ressources mises à disposition. Voici les principaux thèmes traités: dépendances (drogues, cannabis, alcool, tabac), éducation sexuelle, alimentation, mouvement, sécurité, stress, formation continue, collaboration parentale. Il s'agit d'informer et de responsabiliser tous les acteurs et actrices de l'école afin de soutenir des comportements favorables à la santé.

Setting école

Rappelons la notion du «setting» ou lieu de vie. La prévention et la promotion de la santé constituent un point de vue à considérer et à mettre en œuvre dans l'ensemble du milieu scolaire. Cette vision rejoint celle du Réseau suisse d'écoles en santé, un partenaire central de é + s. Concrètement, tous les domaines peuvent être concernés, par exemple l'aménagement de la cour de récréation et du chemin de la maison à l'école, l'organisation du bâtiment, la composition des récréations ou des repas, la répartition des tâches au sein des employé-e-s et la santé des enseignant-e-s, la formation générale pour les différents niveaux scolaires, et bien entendu le développement de compétences en matière de santé qui peut être intégré dans le contenu de différents cours. La promotion de la santé ne se limite donc pas à l'inscription au programme de quelques cours spécifiques. Elle se conçoit structurellement, pour éviter une surcharge du corps enseignant ou une overdose de sollicitations pour les élèves. Cette perspective implique la prise en compte de l'ensemble des acteurs et actrices: le

corps enseignant et les élèves certes, mais aussi les autorités scolaires et directions d'établissements, les autres employé-e-s gravitant autour de l'école et les parents.

Ressources mises à disposition

Les membres d'éducation + santé réseau Suisse développent de nombreuses ressources depuis 2003, mises à disposition pour la grande majorité gratuitement. Elles sont regroupées sur la plateforme Internet www.educationetsante.ch, où les différents publics peuvent consulter les informations, télécharger ou commander du matériel, et ce pour une dizaine de thèmes. Voici quelques exemples de différents partenaires pour illustrer la diversité de l'offre: une liste des points à considérer pour créer un conseil de parents d'élèves; de nombreuses brochures telle que «Pourquoi consomment-on de l'alcool? Raisons et motifs»; un listing de pool d'expert-e-s en promotion de la santé pour les écoles, notamment concernant le climat scolaire; des conseils pour se ressourcer et gérer le stress au quotidien; une analyse de la situation de l'éducation sexuelle dans les

écoles suisses et dans les Hautes Ecoles pédagogiques; des séquences pédagogiques «clés en main» pouvant être intégrées dans différentes matières.

Par ces outils é + s veut soutenir une école s'impliquant pour la santé, dans un climat sain pour l'ensemble des acteurs et actrices du domaine scolaire.

Informations complémentaires:
www.educationetsante.ch

Contact: Dagmar Costantini,
responsable du programme é + s,
dagmar.costantini@bag.admin.ch